

6 Économie

Secteur eau et électricité / Bilan SEEG 2017

Une efficacité plombée par la dette étatique

Innocent M'BADOUMA
Libreville / Gabon

LA Direction générale de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) a organisé, hier, une conférence de presse, à son siège social de Libreville, pour dresser le bilan de l'année 2017, et tracer les perspectives de 2018. Antoine Boo, le directeur général, et ses collaborateurs ont mis l'accent sur les bilans d'exploitation et financier, la qualité de l'eau et des services aux clients. Parlant d'exploitation, Thomas Fer, chef département technique, a décliné des chiffres depuis 20 ans : investissements cumulés de 361 milliards de francs pour améliorer les infrastructures et améliorer l'accès à l'eau et à l'électri-

cité, une hausse de 235 % du nombre des abonnés (94 365 à 316 168). Pour 2017, M. Fer a mentionné quelques extensions des dessertes en eau et en électricité à l'intérieur du Gabon. Cas de l'extension d'eau à Lambaréné, Mbigou et autres, etc. Cas aussi des travaux de raccordements électriques de grande envergure à Libreville et ses environs. Sur le service eau, la SEEG évoque une production 228 000 m3 par jour. Mais, la société a fait face aux fuites d'eau avant et après compteur. «*Nous avons réparé 5000 fuites d'eau après-compteur en 2017*», a dit M. Fer.

FINANCES. Erwan Rouxel, chef du département Finances et Comptabilité a déclaré, quant à lui, que les données ne sont pas encore à publier, car «*les commissaires aux comptes*



Antoine Boo (gauche), directeur général de la SEEG.

travaillent pour arrêter les chiffres définitifs». Toutefois, il a affirmé que «*l'exercice comptable 2017 s'est terminé comme il a commencé, sur une trésorerie dégradée*».

A ce sujet, la dette publique impacte la trésorerie de la SEEG. En 2017, la consommation annuelle d'eau et d'électricité de l'État (hôpitaux, écoles, bâtiments administratifs, etc), 25 milliards de francs, est

venu s'ajouter à 15 milliards de dette existante. Portant à 35 milliards l'enveloppe de l'ardoise de la dette publique. A quoi, il faut ajouter un crédit de TVA de 20 milliards de francs. Soit un volume d'impayés de 55 milliards; difficile à digérer pour une SEEG ayant un chiffre d'affaires annuel moyen de 200 milliards de francs. En octobre 2017, «*Nous avons trouvé un accord*

avec l'État. Nous avons bon espoir que les fonds mobilisés par le gouvernement pourraient constituer une solution pour lubrifier la trésorerie de la SEEG qui tient à maintenir ses efforts d'investissement », a souligné Antoine Boo.

De nombreuses activités à déployer en 2018, dépendent de l'état de notre trésorerie. Ainsi, en est-il du projet CIMGabon 2, un investissement de 3 à 4 milliards de francs pour accroître la production d'eau. Et des autres projets détaillés par Tony Maga Ma Ndzamba, directeur de la région Ouest. a savoir, les petites extensions, l'intensification de détection des fuites d'eau et leurs réparations, etc. Sur la qualité de l'eau et les coupures d'électricité, la SEEG a donné des explications (à lire dans un prochain article).

Brèves

Bénin : La gestion du Port autonome de Cotonou tombe entre les mains du Port d'Anvers
Au Bénin, le gouvernement vient de s'offrir les services du port d'Anvers pour la gestion de la plate-forme portuaire de Cotonou. L'accord qui porte sur une décennie, a été paraphé, lundi dernier, au palais de la Marina par une délégation de la partie belge et les autorités béninoises. «*Nous venons de signer un contrat de gestion du Port autonome de Cotonou. L'idée qui sous-tend ce contrat est d'accompagner le Port autonome de Cotonou avec l'expertise de celui d'Anvers, en vue de faire du Port autonome de Cotonou, le port le plus performant de la sous-région ouest-africaine* », a déclaré l'administrateur délégué du port international d'Anvers, Kristof Waterschoot.

Cameroun : 560 milliards de francs pour apurer la dette intérieure du pays en 2018

Le service de la dette publique intérieure au Cameroun, pour le compte de l'exercice budgétaire 2018, nécessite une enveloppe globale de 560 milliards de francs, selon les statistiques de la Caisse autonome d'amortissement (CAA), le gestionnaire de la dette publique dans le pays. S'adressant à la nation camerounaise, le 31 décembre 2017, le chef de l'Etat, Paul Biya, a promis de tout mettre en œuvre pour que cette dette concernant principalement les prestataires de l'Etat que sont les PME, soit apurée. Pour ce faire, il est question, a souligné le président Biya, de mobiliser au maximum les recettes fiscales-douanières tout au long de cette année 2018, de manière à disposer d'assez de fonds devant permettre d'effacer l'ardoise de l'Etat vis-à-vis des entreprises.

Rassemblées par W.N.

Ce qu'ils ont dit

• **Erwan Rouxel**, chef du département Finances et Comptabilité. «*Nous n'avons rien perçu en termes d'argent. Il s'agit d'une compensation de 30 milliards de francs sur les montants dus réciproquement entre l'État gabonais et la SEEG, en tenant compte des impayés au 31 décembre 2016. Il n'y a pas eu d'argent frais*», clarifiant une fausse information qui annonçait le prétendu paiement par l'État de 30 milliards de francs de dette. La vérité est qu'en mars 2017, «*l'État n'a effectué qu'un règlement de 2*



Erwan Rouxel

milliards de francs, au titre de la dette due».

• **Aude Akue Mba**, responsable du Laboratoire cen-

tral eau de Libreville. «*Pour la surveillance de la qualité de l'eau, nous avons effectué en moyenne 500 analyses bactériologiques et physico-chimiques en plus, en 2017*», sachant que la moyenne annuelle à l'échelle du pays se situe à 320 000 analyses pour vérifier la qualité aux points de prélèvements des échantillons, dont les châteaux d'eau.

• **Germaine Bouyomba**, adjoint au directeur gestion clientèle. «*Le service « Au Quartier », c'est un avènement de 65 nouveaux*



Aude Akue Mba

ront déployés dans tout le Gabon, afin de donner la possibilité au client de payer ses factures d'eau et d'électricité à proximité de

son domicile», a déclaré Mme Bouyomba, parlant de ce service à venir pour mieux servir sa clientèle.

• **Thomas Fer**, chef de département technique (SEEG). «*La vraie solution à l'approvisionnement en eau de Libreville, se trouve dans le Komo. En dehors du Komo, il sera difficile d'avoir une ressource en eau apportant une solution durable* », s'exprimant ainsi sur les projections visant à accroître les capacités de production en eau pour les prochaines années.

Propos recueillis par I.M'B.

Électrification du continent

L'ambitieux programme de la Bad

Willy NDONG
Libreville/Gabon

L'ACCES à l'électricité en Afrique constitue un enjeu capital pour le développement économique du continent. Au Gabon, lors de son allocution à la Nation, le 31 décembre dernier, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba a fait de l'électrification de nos villes et villages une de ses priorités. «*La lumière d'abord, avec l'installation de lampadaires solaires photovoltaïque dans*

les zones rurales et dans certaines villes présentant des insuffisances en matière d'éclairage public. D'ici mars 2018, 5000 lampadaires solaires seront déployés sur tout le territoire national, en fonction des besoins préalablement identifiés», avait indiqué le numéro un gabonais, qui marquait ainsi sa détermination de voir ses compatriotes avoir accès à l'électricité.

Sur le continent, plus de 645 millions d'Africains n'ont pas accès à cette source de lumière. La consommation d'énergie par habitant en

Afrique subsaharienne est la plus faible de tous les continents. Elle est estimée actuellement à 181 kWh par an, alors qu'en Europe, elle est de 6 500 kWh, et de 13 000 kWh aux États-Unis.

Face à ce triste constat, la Banque africaine de développement (Bad) a lancé un vaste programme d'électrification du continent dénommé "New Deal" sur l'énergie". Ainsi, 12 milliards de dollars (environ 6840 milliards de francs) ont été engagés pour les périodes 2016-2020 pour éclairer l'Afrique d'ici à 2025.

"*Nous avons engagé 12 milliards de dollars américains entre 2016 et 2020 et prévoyons mobiliser 45 à 50 milliards de dollars américains en cofinancement pour des projets d'énergie en Afrique au cours de cette période*", a indiqué Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement.

Selon la Bad, pour atteindre l'objectif de fournir l'accès à l'énergie à environ 645 millions de personnes et fournir de l'électricité aux commerces et services, l'Afrique doit atteindre qua-

tre cibles : Augmenter la production sur le réseau pour ajouter 160 GW de capacité nouvelle d'ici 2025, augmenter la transmission sur le réseau et les connexions au réseau qui créeront 130 millions de nouvelles connexions d'ici 2025, soit 160% de plus qu'aujourd'hui, augmenter la production hors réseau pour ajouter 75 millions de connexions d'ici 2025, soit 20 fois ce qui existe aujourd'hui, et enfin accroître l'accès à l'énergie de cuisson propre pour environ 130 millions de foyers.

CHANGEMENTS
COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 11/01/2018

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1992	1USD =	546,995	1 USD	566,140
CAD	1,4931	1CAD =	439,326	1 CAD	462,805
JPY	133,6200	1JPY =	4,909	100 JPY	510,489
GBP	0,8867	1GBP =	739,773	1 GBP	772,267
CHF	1,1725	1CHF =	559,452	100 CHF	58 653,51
ZAR	14,9214	1ZAR =	43,961	100 ZAR	4 571,39
MAD	11,2116	1MAD =	58,507	1 MAD	60,840
CNY	7,7996	1CNY =	84,101	1CNY	86,62
KES	121,1400	1KES =	5,415	1KES	5,58

INDICES BOURSISERS

	en date du	
CAC 40	11/01/2018	5 499,56
DOW JONES	11/01/2018	25 285,66

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
11 Janvier 2018: 669,05